

Des milliardaires rêvent d'îles artificielles pour échapper au réchauffement

23 janvier 2018 / [Maxime Lerolle \(Reporterre\)](#)



Alors que banquiers et dirigeants se retrouvent à Davos, des milliardaires de la Silicon Valley rêvent de créer des îles artificielles indépendantes des États. Et leur permettant d'échapper aux conséquences du changement climatique. Ils discutent avec la Polynésie française pour implanter la première expérience.

Rien de moins qu'un archipel construit *ex nihilo*, pour échapper à la montée des eaux — et aux normes étatiques. C'est le rêve que caresse The Seasteading Institute (TSI), une association basée à San Francisco qui rassemble certains cerveaux fortunés de la Silicon Valley.

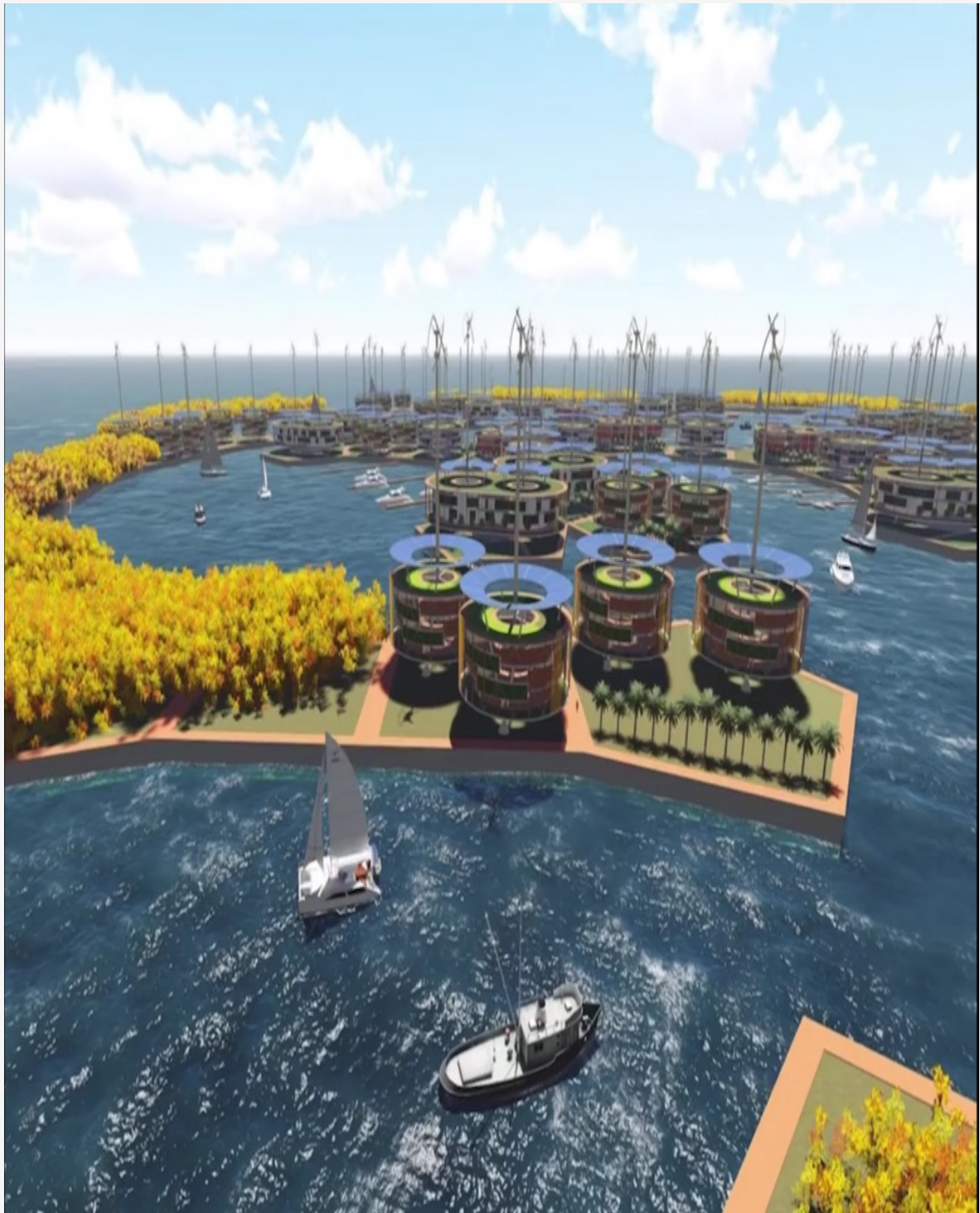
Devant un décor d'atoll de rêve, Joe Quirk, essayiste états-unien et porte-parole du mouvement, exalte les vertus humanistes des îles artificielles. « *Enrichir les pauvres* », « *nourrir les affamés* », « *purifier l'atmosphère* » : autant d'idées qui constituent les « *huit grands impératifs moraux* » que *se donne l'Institut*.



Le TSI remonte à 2008. Il naît sous l'impulsion de Patri Friedman, petit-fils du célèbre économiste Milton Friedman, dont les ouvrages comme *Capitalisme et liberté* et *La liberté du choix* ont nourri Ronald Reagan, Margaret Thatcher et les néolibéraux actuels. Bien vite s'y associe une des plus grosses fortunes de la Silicon Valley : Peter Thiel. Cofondateur du système de paiement électronique PayPal, le milliardaire est notoirement opposé à toute intervention étatique dans l'économie. De tous les entrepreneurs de la Silicon Valley, il est le seul à avoir publiquement appelé à voter Donald Trump. En outre, il fait partie des plus importants financeurs **du transhumanisme**, car selon lui, « *il est impossible de fixer a priori les limites de notre durée de vie* ».

Tous les volets pratiques de la vie sur des îles artificielles

Depuis, le TSI a consolidé ses principes — via des podcasts de consultants hérauts du néolibéralisme — et les besoins concrets du projet. Sur le forum, les chefs d'entreprise intéressés par le TSI discutent de tous les volets pratiques de la vie sur des îles artificielles : la menace de la piraterie, l'évacuation des déchets, l'autonomie énergétique... Jusqu'à aboutir l'an dernier à un projet concret, finalisé par la signature d'un « *recueil d'intentions réciproques* » avec le gouvernement de la Polynésie française.



Friedman et Thiel appartiennent à une même école de pensée : le libertarisme, qui prône l'absolue indépendance des individus envers toute forme de gouvernement. Pour échapper aux normes fédérales et à l'imposition, leur vient alors l'idée de profiter des solutions techniques qu'offre la géo-ingénierie pour construire des îles artificielles, situées en eaux internationales — ou à défaut dans des zones franches comme en

Polynésie — afin d'échapper à toute réglementation. La vidéo « Stop Fighting » (ci-dessous) en résume l'idéologie : à l'en croire, les guerres ne découleraient que des gouvernements, d'où l'importance pour les citoyens de faire sécession en partant sur des îles lointaines pour s'autoadministrer.

Voir la vidéo du Seasteading institute :

br >

br >

À cette dérobade fiscale s'ajoute un souci climatique. Le projet repose sur un constat fataliste : face à l'inéluctable montée des eaux, mieux vaut prendre le large. En créant des îles autonomes, capables de s'adapter aux fluctuations des courants grâce à de petits caissons installés dans des colonnes d'eau, et dont l'aquaculture constituerait la pierre de touche. Non seulement cette culture suffirait à nourrir la population des plateformes insulaires, mais en outre, elle permettrait — assure la vidéo « Clean the Atmosphere » — de résorber la pollution en filtrant le CO₂.

Emmanuel Macron : « La France est votre nation »

Quel pourrait être l'impact environnemental et sociétal du TSI ? L'architecte Jacques Rougerie, spécialiste de l'habitat sous-marin, joint par *Reporterre*, a mené une étude sur le sujet. « *Il faudra se montrer très vigilant, et adopter une charte très stricte sur l'environnement.* » Les risques écologiques sont en effet multiples. L'ombre projetée par les caissons menace l'accès à la lumière de la faune sous-marine ; l'architecture doit prendre en compte les rejets dans la mer en surélevant les îles grâce à des couches supplémentaires ; enfin, un tel projet suppose la pleine association des populations locales.

Or, la population polynésienne risque de souffrir de la déréglementation économique formulée par le « *recueil d'intentions réciproques* ». Aux termes de l'accord, les plateformes insulaires « *visent à attirer des investissements directs et indirects en Polynésie française et à accueillir de nombreux projets d'entreprises et de recherche* », et bénéficient pour ce faire d'une « *zone économique spéciale qui facilitera la création et la gestion d'entreprises* ».



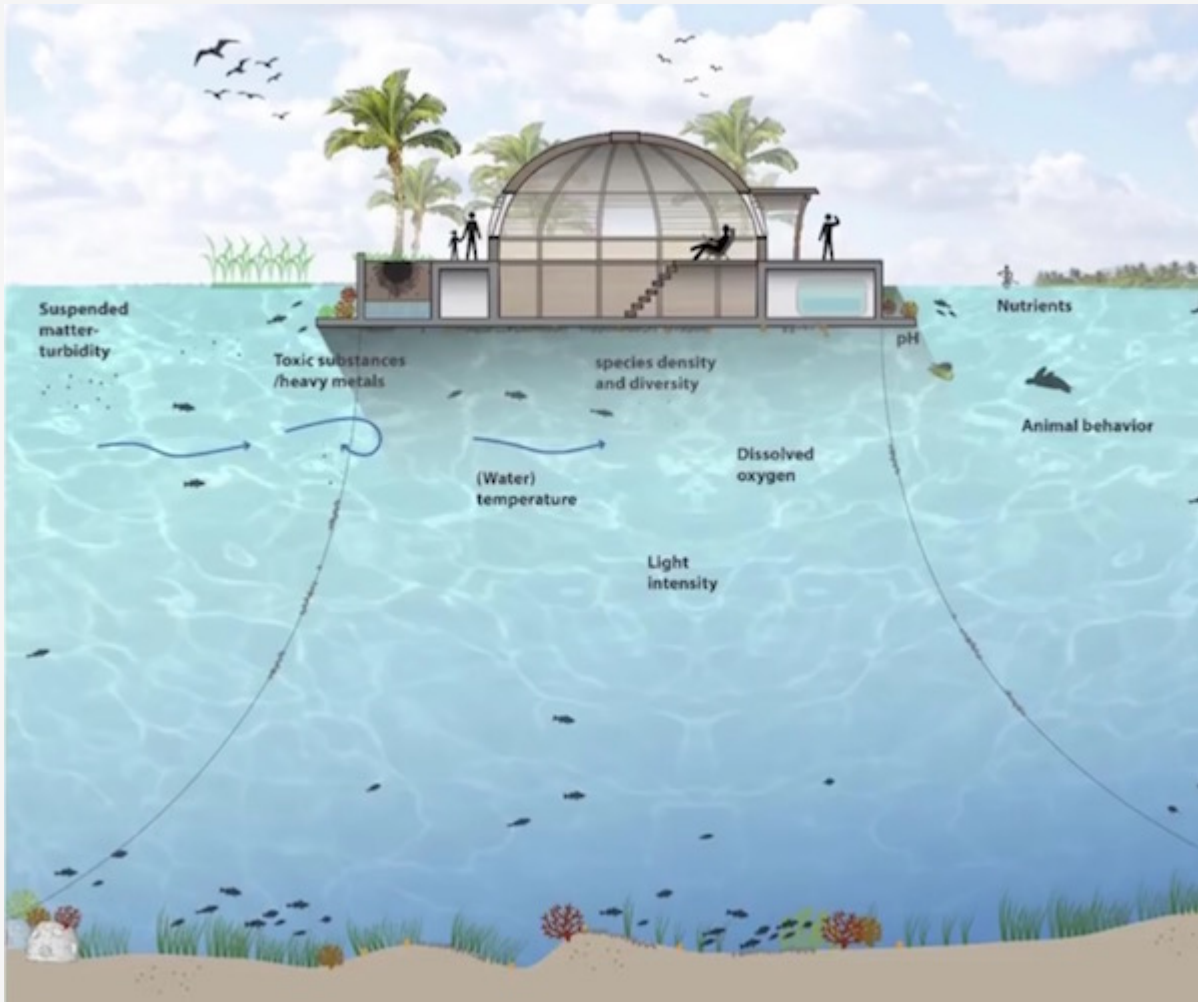
Un vocabulaire qui résonne avec les idées d'Emmanuel Macron. TSI a récupéré des propos du président français dans [une vidéo promotionnelle](#), se reconnaissant dans l'appel du dirigeant de la « *start-up Nation* » aux « *gens innovants* [en matière de lutte contre le réchauffement climatique] à ven[ir] en France ». Avant d'ajouter : « *La France est votre nation.* »

Toutes ces promesses ne reçoivent pas le même accueil en Polynésie. Pour Boris Alexandre Spasov, consultant en stratégie et auteur de plusieurs articles sur la Polynésie

française, interrogé par *Reporterre*, « le projet n'aura aucun impact sur l'économie locale. On a déjà eu des exemples dans la région, où investissent beaucoup les entrepreneurs chinois : une société de pêche industrielle aux Marquises, censée créer 600 emplois, et un élevage de poissons chinois sur l'île d'Hao, avec à la clef 233 postes. Au bout du compte, les trois quarts des projets tombent à l'eau ».

« Imaginer un modèle adapté aux réfugiés climatiques »

Pourquoi alors accepter une initiative de ce genre ? Selon Boris Alexandre Spazov, « la Polynésie française est le pays d'outre-mer le plus corrompu. On ne sait jamais comment se déroulent ces projets. En revanche, l'argent public tourne toujours dans les mêmes cabinets d'études : ceux qui appartiennent aux grandes familles, proches du pouvoir ». Dès lors, la résistance s'organise du côté des associations locales. Mais en l'absence de toute communication du gouvernement ou du TSI, difficile de savoir comment avance le projet.



Surtout, l'ampleur de ce dernier menace de « *briser le rapport à la nature qu'entretiennent les Polynésiens* », ajoute-t-il. Une préoccupation que rejoint Jacques Rougerie : « *Il s'agit de concilier les îles artificielles avec les valeurs polynésiennes ancestrales. C'est un peuple de la mer, qui a toujours vécu en osmose avec elle.* »

Néanmoins, l'architecte se montre enthousiasmé par l'idée. « *C'est peut-être une des réponses possibles à la montée des eaux — en dehors d'une profonde réorganisation sociétale, bien sûr. On peut très bien imaginer un modèle adapté aux réfugiés climatiques.* » Le problème tient selon lui au risque que ces îles pour milliardaires deviennent « *une entité politique complètement indépendante au sein de l'archipel* ». Car « *seules une architecture et une organisation politique en accord avec la culture locale garantissent la viabilité du projet. Tout le débat est là : il faut y intégrer d'autres populations que les riches* ».

Source : Maxime Lerolle pour *Reporterre*

Photos :

. captures de la vidéo « The Inside Story of Floating Islands in French Polynesia », sur [Youtube](#)

- Emplacement : Accueil > Info >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Des-milliardaires-revent-d-iles-artificielles-pour-echapper-au-rechauffement>